

# NON à l'EXPULSION des ROMS !



**Communiqué de la Ligue des droits de l'Homme**  
**Délégation régionale Nord-Pas-de-Calais**  
**Fédération du Pas-de-Calais**  
**Section de Boulogne-sur-Mer**

La Déclaration Universelle des Droits de l'Homme serait-elle devenue un simple chiffon de papier pour nos gouvernants et nos responsables politiques ? On peut se le demander en voyant actuellement se multiplier des opérations « coups de poing » très ciblées, visant tout particulièrement des populations démunies dont ils jugent la présence indésirable sur le territoire national.

Après avoir fait procéder à la destruction des « jungles » et à la dispersion des migrants, le Ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale entreprend aujourd'hui d'expulser les Roms du camp de Wimille. Alors qu'ils s'y étaient installés depuis deux ans de par la volonté de la Sous-préfecture de Boulogne, tous les Roms de ce campement viennent d'être arrêtés par la P.A.F. : les hommes ont été mis en garde à vue au Centre de Rétention de Coquelles et les femmes conduites au Commissariat de Boulogne. Au total 42 O.Q.T.F. (Obligation de quitter le territoire français dans un délai d'un mois), tous les passeports ont été confisqués alors qu'ils sont ressortissants européens, ce qui est donc illégal aux dires même des associations Romeurope et la Cimade. Il semble que le Gouvernement s'apprête à procéder à des renvois groupés, ce qui, là encore, est contraire à la juridiction en vigueur, en particulier à la Convention Européenne de Sauvegarde des Droits de l'Homme.

Cet acharnement à l'encontre de populations déjà stigmatisées et victimisées est intolérable. Il y a un an, le président national de la LDH venu sur le terrain dénonçait devant la presse les conditions de vie faites aux Roms estimant qu'il était absolument scandaleux qu'on traite ainsi des êtres humains. Il apparaît donc clairement aujourd'hui que la seule réponse apportée par le Gouvernement est une réponse policière et répressive qui ne tient aucun compte de la dimension humaine et des situations de détresse. Ce faisant, il bafoue l'intérêt des enfants de ces familles Roms qui, grâce à l'investissement des associations au plan local, ont pu bénéficier d'une prise en charge éducative et d'un accès à l'instruction, ce qui est un droit reconnu dans la Convention Internationale des droits de l'Enfant.

La LDH dit :

**NON à l'escalade répressive**

**qui donne une image consternante de notre pays ! Où est la patrie des droits de l'Homme ?**

**NON à la politique du chiffre**

**qui fait toujours plus de concessions aux partisans de l'idéologie sécuritaire et xénophobe dont se réclament les mouvements d'extrême-droite !**

**NON à l'expulsion des Roms !**

**OUI au respect de la dignité humaine !**

**OUI au respect des droits de l'Homme pour TOUS !**

La LDH invite tous les citoyens et citoyennes soucieux de manifester leur attachement à la devise de la République « Liberté, Égalité, Fraternité » et désireux d'exprimer leur soutien à ces familles menacées à participer au

**RASSEMBLEMENT**

Devant la Sous-Préfecture de Boulogne-sur-Mer

**MERCREDI 7 AVRIL 2010 à 11 heures.**